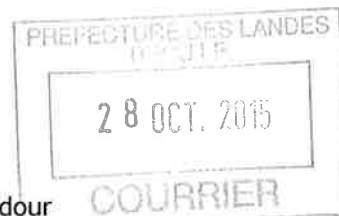


INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER II - Affaires Générales / Résiliation marché de maîtrise d'œuvre

Exposé des motifs :

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la délibération n°45-1/2015 du 22 juillet 2015 donnant délégation au Bureau pour « *prendre les décisions concernant les marchés de maîtrise d'œuvre en cours sur les projets ressource basés sur les analyses des besoins en études complémentaires et des éléments d'information complémentaires des projets de territoire* »,

Vu le marché n°13013 de Missions de maîtrise d'œuvre pour la construction de 3 réservoirs de stockage d'eau composé de trois lots :

- Lot n°1 : Réservoir de Mondebat dans le département du Gers
- Lot n°2 : Réservoir de la Gélina dans le département des Hautes Pyrénées
- Lot n°3 : Réservoir de l'Ousse dans le département des Hautes Pyrénées

Vu les décisions d'attribution en date du 21 mai 2013 à :

- Lot n°1 : société Artélia Eau et Environnement pour un montant de 288 586 € HT
- Lot n°2 : société Artélia Eau et Environnement pour un montant de 337 203,80 € HT
- Lot n°3 : société Tractebel pour un montant de 444 000 € HT

Considérant les conséquences de l'instruction du 4 juin 2015 de la Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie relative au financement par les Agences de l'eau des retenues de substitution et portant définition des projets de territoire sur la faisabilité et le dimensionnement des projets de retenues de substitution,

Considérant l'impossibilité pour l'Institution Adour de qualifier et définir à priori les projets tels qu'ils ressortiront de l'instruction Projet de territoire,

Considérant l'impact des Projets de territoire sur le financement des projets objet du marché de maîtrise d'œuvre,

Considérant la temporalité d'un Projet de territoire nécessitant la mise en œuvre d'une concertation large sur les territoires concernés par les projets,

Considérant l'article 28 du CCAP commun à tous les lots prévoyant la possibilité d'interrompre le marché en cours de phase moyennant une indemnité équivalente à 5% du montant initial hors taxes du marché diminué du montant hors taxes des prestations reçues,

LE BUREAU

Après avoir délibéré,



DECIDE

Article 1

Compte tenu du niveau d'insécurité financière et technique apporté aux projets par la parution de l'instruction du 4 juin 2015 de la Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie relative au financement par les Agences de l'eau des retenues de substitution et portant définition des projets de territoire, la résiliation sans faute pour motif d'intérêt général à compter du 1^{er} novembre 2015 du marché n° 13013 de missions de maîtrise d'œuvre pour la construction de 3 réservoirs de stockage d'eau composé de trois lots :

- Lot n°1 : Réservoir de Mondebats dans le département du Gers
 - Lot n°2 : Réservoir de la Géline dans le département des Hautes Pyrénées
 - Lot n°3 : Réservoir de l'Ousse dans le département des Hautes Pyrénées
- Le versement des indemnités suivantes :
- Pour le lot n°1 : 10 359,50 € à la société ARTELIA
 - Pour le lot n°2 : 13 755 € à la société ARTELIA
 - Pour le lot n°3 : 16 706 € à la société TRACTEBEL ENGINEERING
- Les dépenses correspondantes sont prévues au budget et seront imputées aux lignes suivantes :
- 23153-2410 pour Mondebats,
 - 2031-10512 pour la Géline
 - 2031-7197 pour l'Ousse

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.